

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 06/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROLEIN**

Quai des Indes  
76200 DIEPPE

Références : UDRD.2023.12.R.10  
Code AIOT : 0005800404

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement PROLEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de précédentes visites, deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure et un arrêté préfectoral d'astreinte administrative avait été pris à l'encontre de l'exploitant.

Parmi les points visés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022, ceux relatifs aux odeurs n'avaient pas pu être levés lors de la visite du 13 avril 2022 car certaines solutions proposées par l'exploitant restaient à être éprouvées, d'autres à être mises en œuvre. Au regard des solutions qui étaient en cours de déploiement, l'inspection avait choisi de ne pas prendre de mesures administratives complémentaires à la mise en demeure. Les points relatifs au sujet ATEX et aux plans de maintenance avaient fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 5 juin 2023 au regard de l'avancement insuffisant réalisé sur ces thématiques. Un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023 avait également été pris concernant les nuisances sonores.

La présente visite visait à constater le respect des différentes prescriptions relatives aux actes administratifs sus-mentionnés.

En complément de ces sujets, un point a été fait sur les silos du site qui fait l'objet d'un rapport distinct.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROLEIN
- Quai des Indes 76200 DIEPPE
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.

L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. A terme, elle produira du biogaz à partir des composés organiques présents dans ses eaux résiduaires via son méthaniseur.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 5 juin 2023 et 16 novembre 2022 et de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 5 juin 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nuisances sonores	AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Adéquation ATEX	Autre du 05/06/2023, article 1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 1	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plans de surveillance	Autre du 05/06/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite visait à recoller les arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 16 novembre 2022 (sujet odeur) et du 5 juin 2023 (sujet bruit) et l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 5 juin 2023 (sujets plan de maintenance et adéquation ATEX). Les points relevant de ces arrêtés ont été traités par l'exploitant à l'exception de la mesure de bruit qui n'a pu être réalisée pour des raisons indépendantes de sa volonté. L'inspection statuera sur les suites à donner à réception du rapport de mesure prévue le 31 décembre 2023 (proposition de levée de la mise en demeure ou nouvelles suites administratives).

Sous réserve de la transmission d'un dernier justificatif avant le 15 décembre 2023, l'inspection pourra proposer à monsieur le préfet la levée de la mise en demeure du 16 novembre 2022

S'agissant du sujet lié aux odeurs, au regard des nuisances générées ces derniers jours, l'inspection pourra prochainement être amenée à réaliser une nouvelle visite spécifique sur ce sujet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> 1) L'exploitant transmet avant le 30 juin 2023 le rapport de diagnostic complémentaire sur les sources identifiées.  2) L'exploitant transmet avant le 31 juillet 2023 les commandes des éléments visant à réduire les nuisances sonores des installations sus-mentionnées : <ul style="list-style-type: none"><li>- Bruit ambiant généré par :<ul style="list-style-type: none"><li>- aérations en toiture du bâtiment protéine</li><li>- ventilation et de la sortie du gazomètre</li><li>- ventilation de l'unité de désodorisation</li></ul></li><li>- Bruit à la tonalité marquée :<ul style="list-style-type: none"><li>- Local d'aération biologique fonctionnant de façon intermittente (vibration tuyauterie)</li></ul></li></ul> 3) L'exploitant finalise la mise en œuvre des éléments visant à réduire les nuisances sonores susmentionnés avant le 1er octobre 2023.  4) L'exploitant réalise un nouveau contrôle réglementaires des niveaux sonores émis par ses installations avant le 31 octobre 2023.  5) L'exploitant démontre le respect des prescriptions des articles précités par la fourniture du rapport précité avant le 30 novembre 2023.
<b>Constats :</b> En amont de la visite, l'exploitant a transmis le rapport de diagnostic complémentaire sur les sources identifiées.  Lors de la visite, l'inspection a constaté la mise en œuvre des éléments visant à réduire le bruit ambiant généré par les aérations en toiture du bâtiment protéine, la ventilation et la sortie du gazomètre et la ventilation de l'unité de désodorisation. S'agissant du bruit à la tonalité marquée issue du local d'aération du bassin biologique dont la tuyauterie générerait des vibrations, des éléments de calorifugeages ont été mis en œuvre.  Lors de la visite, un contrôle des niveaux sonores générés par le site était prévu les 14 et 15 novembre. A posteriori de l'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection que ce contrôle ne pourrait se faire à cause de la présence d'un bateau en maintenance aux abords du site dont les moteurs doivent fonctionner et génèrent du bruit. La présence de ce bateau avait été constatée par l'inspection lors de la visite. L'exploitant a contacté le port afin de trouver une date lui permettant de réaliser ses mesures acoustiques. Ces mesures auront lieu les 14 et 15 décembre.  <b><u>Demande n°1 :</u></b> L'exploitant transmettra <b><u>avant le 31 décembre 2023</u></b> le rapport des mesures réalisées les 14 et 15 décembre 2023, accompagné, le cas échéant d'un plan d'actions.  <b><u>Commentaire de l'inspection n°1 :</u></b> L'inspection statuera sur les suites à donner à réception du rapport de mesure (proposition de levée de la mise en demeure ou nouvelles suites administratives).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Adéquation ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> AP d'astreinte du 05/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les matériels adaptés à l'ensemble des zones ATEX du site et il transmet le DRPCE de la zone station d'épuration avant le 1er octobre 2023.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté un rapport d'adéquation des matériels ATEX de l'activité trituration daté du 10/07/2023 sans non conformité. S'agissant de la station d'épuration, un DRPCE a été présenté. L'inspection a également pu consulter un rapport de vérification d'adéquation ATEX daté du 13/09/2023. Interrogé sur la levée des non-conformités mentionnées, l'exploitant a déclaré qu'elles avaient été levées sans pouvoir en apporter la preuve. A posteriori de l'inspection, un document justifiant de la reprise des non-conformités a été transmis.
<b>Demande n° 2 :</b> S'agissant de la non-conformité relative au thermostat pour ruban du sulfothane, seule non conformité a priori non traitée, l'exploitant apportera la preuve de sa levée ou de la mise en place d'une mesure de suppression du risque <b><u>avant le 15 décembre 2023.</u></b>
<b>Commentaire de l'inspection n° 2 :</b> L'inspection considère que les éléments présentés permettent de répondre à la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022 et qu'aucun arrêté de liquidation d'astreinte n'a vocation à être proposé sur ce point à monsieur le préfet sous réserve de fourniture du dernier justificatif.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Plans de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP d'astreinte du 05/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant finalise ses plans et programmes de maintenance et de surveillance avant le 1er octobre 2023.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les plans de maintenance et de surveillance avaient été réalisés pour les activités trituration et station d'épuration et que les outils visant à les suivre étaient maîtrisés par les personnels en charge de ces missions.
<b>Commentaire de l'inspection n° 3 :</b> L'inspection considère que les éléments présentés permettent de répondre à la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2022 et qu'aucun arrêté de liquidation d'astreinte n'a vocation à être proposé sur ce point à monsieur le préfet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PROLEIN, dont le siège social est situé Quai des Indes à DIEPPE (76200), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes sur son site situé à la même adresse : l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• sous 3 mois, couvre de façon pérenne le puits de relevage et le stockeur de boues granulaires ;</li><li>• sous 1 mois, mène une étude pour faire évoluer la conception de la couverture du bassin tampon et le traitement de son ciel gazeux ;</li><li>• dispose sous quinze jours de charbons actifs disponibles en permanence, permettant leur remplacement immédiat en cas de saturation pour chacune des unités de désodorisation du site.</li></ul> Article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/07/2020  Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.  L'exploitant met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du Système de Management Environnemental (SME), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Un protocole précisant les actions et le calendrier ;</li><li>- Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;</li><li>- Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;</li><li>- Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li></ul> Dans les 6 mois suivant la mise en service de l'unité protéines, l'exploitant réalise une étude comportant : <ul style="list-style-type: none"><li>- la mise à jour du profil olfactif du site réalisé en 2010 selon la méthode du langage des nez ;</li><li>- une campagne de mesure de débits d'odeurs au niveau des conduits a minima K, O, P, Q. L'étude justifie les conduits sélectionnés pour la mesure ;</li><li>- une conclusion quant à la nécessité éventuelle de renforcer les mesures de réduction des émissions olfactives.</li></ul>

**Constats :**

Lors de la visite du 13 avril 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lui transmettre le bon de commande de la couverture du bassin tampon avant le 30 mai 2023. Il devait également transmettre le rapport de la campagne de mesure de débits d'odeurs au niveau des conduits avant le 30 juin 2023.

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté la mise en œuvre de la couverture rigide sur le bassin tampon qui était identifiée comme source de nuisance. Par ailleurs, l'inspection a pu consulter le rapport d'analyse des émissions odorantes en sortie d'équipements de désodorisation du site daté du 12 septembre 2023 qui conclut à l'efficacité des équipements de désodorisation et intègre une campagne de mesure de débits d'odeurs au niveau des conduits K, O, P, Q.

Toutefois, lors de la présente visite, l'exploitant a déclaré que le démarrage du méthaniseur débuterait en semaine 45 et que pendant la phase de démarrage d'une durée d'environ deux semaines, des nuisances seraient susceptibles de survenir. Des nuisances d'odeurs ont fait l'objet de plainte de la part des riverains au cours de la semaine 47.

L'exploitant a pris la décision d'arrêter son outil de production afin d'investiguer en profondeur les causes de ces odeurs.

**Commentaire de l'inspection n° 4 :** Les constats qui avaient été réalisés lors de la visite du 13 avril 2023 et les réponses apportées par l'exploitant aux demandes qui faisaient suite à cette visite permettent à l'inspection de proposer la levée de la mise en demeure du 16 novembre 2022 en ce qui concerne les points relatifs à la couverture du puits de relevage, la couverture du bassin tampon et l'approvisionnement en charbons actifs. Toutefois, à la lumière des récentes nuisances générées par l'exploitant et en fonction de l'efficacité des moyens qui seront mis en œuvre à l'issue de la phase de diagnostics pour les maîtriser, l'inspection pourra, dans les semaines à venir, être amenée à réaliser une visite spécifique sur le sujet odeur et proposer, le cas échéant, une nouvelle mise en demeure si les actions s'avèrent insuffisantes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale